

## **Déclaration liminaire** **Comité Technique local du 11 juin 2015**

Monsieur le président,

Solidaires Finances Publiques réaffirme, à l'occasion de ce CTL, sa totale opposition aux politiques menées par le gouvernement tant en matière économique que sociale.

La politique de rigueur budgétaire imposée n'a pour conséquence qu'un ralentissement massif de la croissance, un chômage exponentiel et une perte de pouvoir d'achat des salariés du public et du privé. Les exemples de politique d'austérité qui ont frappé avec la plus extrême brutalité la Grèce et l'Espagne nous confortent à combattre de telles pratiques.

Qu'est ce que l'humain aujourd'hui ? Rien, une simple variable d'ajustement du monde de la finance.

Comment, dans cette société, peut-on privilégier les profits financiers et laisser mourir de faim et vivre dans la précarité toute une frange de la population ?

Sous couvert d'une meilleure gestion des deniers publics, qui n'est pas contestable en soi, le gouvernement agit sans discernement.

La Direction Générale des Finances Publiques en est le plus bel exemple. Alors que le déficit n'est pas maîtrisé et que la dette s'accroît inexorablement par le manque de rentrée budgétaire, l'évasion fiscale annuelle se situe entre 60 et 80 milliards d'€.

Solidaires Finances Publiques avait avancé cet ordre de grandeur depuis plusieurs années sans trouver d'échos. Aujourd'hui, cette analyse est largement admise dans le débat public. Pour faire face à la fraude fiscale, la seule réponse gouvernementale est la poursuite des suppressions d'emplois à la DGFIP (-20 % des effectifs depuis 2002).

Derrière les grands mots et les belles phrases, aucun moyen n'est mis en œuvre, pire, la déliquescence est amorcée. Arrêtons de se moquer du monde ! Quel constat peut-on dresser ? Des agents de plus en plus démotivés, des citoyens sur lesquels on fait peser la pression fiscale au détriment de ceux qui profitent du système et échappent à l'impôt. Tout cela est inadmissible. Solidaires Finances Publiques exige l'arrêt des suppressions d'emplois, le renforcement du maillage territorial. Les agents exigent une autre politique et une autre conception du service public DGFIP.

Notre rôle est au cœur de l'action publique, il est à la fois budgétaire mais aussi social.

Le service public à travers son rôle social a plus que jamais un sens aujourd'hui.

La proximité des services crée des liens entre les citoyens. Il n'y a rien de pire pour la démocratie que des zones laissées en déshérence, abandonnées de tous. La remise en cause des missions et leurs mutualisations à outrance sont dangereuses. Une proximité dématérialisée et dépersonnalisée, c'est l'abandon de territoires et un service public ne survivant que de nom. Les restructurations en cours ne vont pas dans le sens de l'intérêt général.

Le service public, c'est l'assurance d'un service régulier, sans retard, et sans discontinuité pour les usagers et les partenaires locaux. Le résultat annoncé est l'inégalité entre territoires urbains et ruraux ou semi-urbains.

Avec la “dématérialisation des agents”, c’est la notion même de Service Public qui perd toute contenance.

Les agents de la DGFIP, conscients de ces problèmes, sont aujourd’hui à bout. Le mal-être en est la conséquence. Le diktat du toujours plus combiné avec le toujours moins n’est pas neutre psychologiquement, il est dévastateur. Les conditions de vie au travail se détériorent au quotidien pour l’ensemble des agents et des chefs de service. Si la Direction Générale veut réellement prendre en compte le mal être des agents, dont elle est la seule responsable, elle doit cesser sa politique de restructuration à l’emporte-pièce.

Il faut prendre des mesures d’urgence !

C’est incontestable : les agents attendent des signes forts de la part des pouvoirs publics. Il en va ainsi de **leur rémunération** : alors que le pouvoir d’achat des agents baisse sous l’impact des gels de la valeur du point d’indice et de leur régime indemnitaire. Il est absolument indispensable que, dans l’urgence, le budget alloué précédemment à la prime d’intéressement collectif soit sécurisé et vienne abonder le régime indemnitaire des agents via une hausse de l’indemnité mensuelle de technicité. Et ce d’autant plus que de nombreux agents seront pénalisés par la remise en cause de l’indemnité exceptionnelle venant compenser la perte de pouvoir d’achat suite à la création de la CSG.

Il en va également ainsi **du plan de reconnaissance des qualifications** : au vu de la chute impressionnante et inédite du nombre de promotions internes, nous avons demandé au ministère de revoir sa copie tant en matière de promotion « intra » qu’ « inter » catégorielle. Nous attendons donc, une hausse de leur nombre, afin d’éviter l’effet dévastateur dû à l’absence de reconnaissance des qualifications et à sa traduction en termes d’absence de perspective pour les agents.

S’agissant **des emplois** : outre les suppressions d’emplois (illégitimes au vu de l’évolution du travail), la DGFIP bat des records en matière de postes vacants qu’il faut combler de toute urgence : c’est une véritable double peine. Il faut donc recruter toutes les listes complémentaires des concours programmés cette année.

Concernant **la formation professionnelle** Solidaires finances publiques considère qu’elle doit demeurer une priorité à la DGFIP et par conséquent les agents doivent pouvoir s’y inscrire sans contrainte de service et de coût.

La DGFIP a mis en place charte de l’e-formation, nous demandons qu’elle nous soit présentée lors de la prochaine réunion.

Solidaires Finances Publiques dénonce la régression quant aux remboursements des frais de déplacements liés à la participation aux épreuves d’admissibilité des concours.

Le Tableau de Bord de Veille Social doit également être présenté en CTL, où en est-on ?

Enfin, lors du CHSCT du 4 juin dernier vous nous avez assuré que les agents des services communs de la Direction n’effectuaient plus de transports de fonds depuis le 26 mai, alors que nous avons soutenu le contraire.

Vous avez indiqué que nous étions mal informés. Or, il s’avère que cette affirmation est fausse !

En effet, les agents de services continuent d’effectuer ces transports de manière régulière entre 3 et 5 fois par semaine. Nous vous demandons donc un éclaircissement sur les propos tenus lors du CHSCT.

Les élus Solidaires Finances Publiques en CTL.